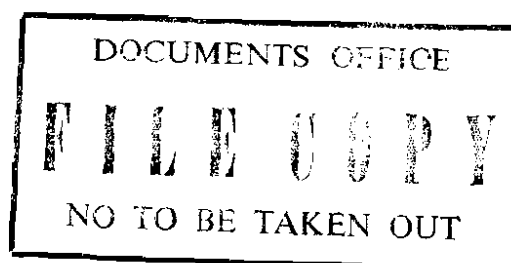


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.14/88  
17 January 1961  
FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Troisième session  
Point 7 (a) de l'ordre du jour provisoire



ASSISTANCE ECONOMIQUE INTERNATIONALE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Introduction .....	1 - 5	1 - 2
Section I Assistance reçue par les pays et territoires africains de 1957 à 1959 .....	6 - 12	2 - 9
Section II Quelques aspects récents de l'Assistance multilatérale .....	13 - 32	10 - 21/22
Section III Quelques aspects récents de l'assistance bilatérale .....	33 - 71	21/22 - 43

TABLEAUX

Tableau 1 .....	3 - 7
Tableau 2 .....	12
Tableau 3 .....	20
Tableau 4 .....	23/24
Tableau 5 .....	26
Tableau 6 .....	27
Tableau 7 .....	29
Tableau 8 .....	33 - 34
Tableau 9 .....	38
Tableau 10 .....	41/42

## ASSISTANCE ECONOMIQUE INTERNATIONALE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

### INTRODUCTION

1. Le présent document répond à la demande de renseignements formulée par la Commission au paragraphe 55 de son rapport au Conseil économique et social, sur les travaux de sa première session.<sup>1/</sup> Le Secrétaire exécutif était prié "de réunir, en puisant dans les éléments d'information disponibles et notamment dans les rapports des Nations Unies, des renseignements sur l'assistance bilatérale et multilatérale fournie aux pays et aux territoires d'Afrique". A sa deuxième session, la Commission a été saisie du premier rapport élaboré comme suite à cette demande.<sup>2/</sup> Les définitions utilisées suivent de très près celles qui ont été employées dans des études analogues sur l'assistance économique à l'ensemble des pays peu développés, préparées pour les 24ème, 26ème et 30ème sessions du Conseil économique et social.<sup>3/</sup>

2. La Section I du présent document donne un résumé d'une partie des renseignements relatifs à l'Afrique contenus dans le dernier rapport d'ensemble présenté à l'ECOSOC et reproduit notamment certaines données concernant l'assistance économique internationale qu'ont reçue les pays et les territoires d'Afrique, du 1er juillet 1957 au 30 juin 1959. On trouvera, à la Section II, des renseignements récents sur l'assistance multilatérale et, à la Section III, un exposé des faits nouveaux relatifs à l'assistance bilatérale fournie par quatre principaux Etats : la France, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique. Dans le document présenté à la Commission lors de sa précédente session, on avait tenté d'exposer, dans ses lignes générales, l'important développement de l'assistance depuis la guerre, en donnant des indications sur les institutions par l'intermédiaire desquelles cette assistance bilatérale ou multilatérale était fournie. Ces renseignements ne sont pas reproduits dans le présent document.

---

1/ Document E/3201.

2/ Document E/CN.14/23.

3/ Documents officiels du Conseil économique et social, Vingt-quatrième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, Document E/3407.  
Documents officiels du Conseil économique et social, Vingt-sixième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour, Document E/3131.  
Documents officiels du Conseil économique et social, Trentième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour, Documents E/3395 et E/3395/Add.1.

3. De même que le rapport précédent et la documentation correspondante de caractère mondial établie à l'intention du Conseil économique et social, le présent document ne porte que sur deux aspects de l'assistance : les subventions d'assistance et les prêts à long terme, en espèces ou en nature, de caractère économique. De nombreuses difficultés surgissent, en raison de la grande variété des cas auxquels s'applique cette définition. Ainsi, les fonds publics et les fonds privés sont souvent étroitement entremêlés; il n'est pas toujours possible d'autre part de distinguer nettement du point de vue statistique si l'affectation d'un prêt est de nature économique, administrative ou même militaire. L'expression "prêt à long terme" peut elle-même donner lieu à des définitions différentes, etc.<sup>1/</sup>

4. Les données contenues dans le présent document ne doivent pas être considérées comme absolument complètes, aucune demande nouvelle ou spéciale de renseignements n'ayant été adressée aux pays Membres au sujet de l'assistance fournie à l'Afrique.

5. La dénomination des pays et des territoires, de même que la présentation matérielle du présent document ne doivent en aucun cas être interprétées comme signifiant que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies exprime une opinion ou un assentiment quant au statut juridique d'un pays ou territoire ou des autorités qui le dirigent, ou quant au tracé de ses frontières.

#### Section I : Assistance reçue par les pays et territoires africains de 1957 à 1959

6. Le Tableau I indique le montant de l'aide économique internationale reçue par chaque pays ou territoire africain, entre le 1er juillet 1957 et le 30 juin 1959 (ou la date de fin d'exercice financier la plus rapprochée). Ces données sont extraites du dernier rapport global présenté à l'ECOSOC, et sont fondées sur les renseignements fournis par les institutions intergouvernementales ou pays contributeurs. On trouvera également dans le présent rapport une analyse de l'évolution de l'assistance économique internationale.<sup>2/</sup> Certaines constatations présentant un intérêt particulier pour l'Afrique sont résumées ci-après.

---

<sup>1/</sup> On trouvera une étude plus approfondie des problèmes de mesure et de définitions dans le Document E/3395, paragraphe 7 et paragraphes 119-133.

<sup>2/</sup> Document E/3395, Section II.

7. L'assistance "publique" aux pays les moins développés s'est accrue de façon régulière et très sensible au cours des dernières années. Le rapport signalait cependant que pour la période 1953/1954 à 1957/1959, soit jusqu'à ces deux dernières années, l'assistance économique "publique" s'était relativement moins développée pour l'Afrique que pour les autres régions sous-développées d'Amérique latine et d'Asie.<sup>1/</sup> De ce fait, la part de l'Afrique dans l'ensemble a donc diminué, passant de 30 % (moyenne vers 1954) à 23 % (moyenne vers 1958). Cette diminution porte entièrement sur les prêts,

Tableau 1 : Aide économique internationale fournie aux pays et territoires africains du 1er juillet 1957 au 30 juin 1959

(Etat récapitulatif par pays ou organisme contributaire et par pays ou territoire bénéficiaire).

[ En millions de dollars EU ]

Pays ou organisme contributaire	A F R I Q U E								
	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments
	ALGERIE (pop. 10,3)			ANGOLA (pop. 4,5)			CONGO BELGE (pop. 13,6)		
Assistance bilatérale									
France	378,3 <sup>2/</sup>	---	---	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	0,5	---	0,1	-	0,1	-	-	-	-
Assistance multilatérale									
Banque internationale	-	-	-	-	-	-	-	9,4	-
FISE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ATNU	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-

Note générale : Pour la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Yougoslavie, le FISE, l'UNRWA et l'ATNU, la période de contributions considérée va du 1er janvier 1958 au 31 décembre 1959; pour le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, du 1er avril 1957 au 31 mars 1959 et pour tous les autres pays, elle s'étend, sauf indication contraire, du 1er juillet 1957 au 30 juin 1959.

<sup>1/</sup> Document E/3395, Tableau II-1, page 87.

<sup>2/</sup> Dépenses de mise en valeur, 1er janvier 1957-31 décembre 1958.

Tableau 1 (suite)

[En millions de dollars EU]

AFRIQUE (suite)									
Pays ou organisme contributaire	Subventions	Prêts	Remboursements	Subventions	Prêts	Remboursements	Subventions	Prêts	Remboursements
	AFRIQUE ORIENTALE BRITANNIQUE <sup>1/</sup> (pop. 22,0)			TERRITOIRES BRIT. SUD-AFRICAINS <sup>2/</sup> (pop. 1,3)			AFRIQUE OCCIDENT. BRITANNIQUE <sup>3/</sup> (pop. 37,2)		
Assistance bilatérale									
Royaume-Uni	37,5	11,4	0,3	7,5	1,7	0,1	26,1	0,6	0,2
Etats-Unis	3,0	-	-	...	-	-	...	-	-
Assistance multilatérale									
Banque internationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FISE	0,8	-	-	-	-	-	0,5	-	-
ATNU	0,9	-	-	0,1	-	-	0,5	-	-
	CAMEROUN (pop. 3,2)			ETHIOPIE (pop. 21,6)			ANCIENNE AFRIQUE EQUATORIALE FRANCAISE (AOF) (pop. 5,0)		
Assistance bilatérale									
France <sup>4/</sup>	28,7	1,7	5,1	-	-	-	30,3	12,8	3,8
Suède	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-
Etats-Unis	...	-	-	12,5	5,1	5,1	-	-	0,5
Yougoslavie	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-
Assistance multilatérale									
Banque internationale	-	-	-	-	2,6	0,8	-	-	-
FISE	0,1	-	-	0,3	-	-	0,3	-	-
ATNU	0,1	-	-	1,2	-	-	...	-	-

<sup>1/</sup> Kenya, Ouganda, Tanganyika, Zanzibar, Pemba et Protectorat du Somaliland.

<sup>2/</sup> Bassoutoland, Betchouanaland et Souaziland.

<sup>3/</sup> Gambie, Nigeria, Sierra Leone et Cameroun [Br.].

<sup>4/</sup> Les données indiquent les dépenses territoriales du FIDES pour la période du 1er janvier 1959 au 31 décembre 1958.

Tableau 1 (suite)

[En millions de dollars EU]

Pays ou organisme contributaire	A F R I Q U E (suite)								
	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments
	ANCIENNE AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE (AEF) <sup>2/</sup> (pop. 17,7)			GHANA (pop. 4,8)			GUINEE (pop. 2,6)		
Assistance bilatérale									
France <sup>1/</sup>	80,1	15,7	12,3	-	-	-	4,2	0,6	-
Royaume-Uni	-	-	-	2,0	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	1,8	-	-	-	-	-
Assistance multilatérale									
Banque internationale	-	-	0,6	-	-	-	-	-	-
FISE	0,9	-	-	0,3	-	-	0,1	-	-
ATNU	0,1	-	-	0,5	-	-	0,1	-	-
	LIBERIA (pop. 1,3)			LYBIE (pop. 1,2)			REPUBLIQUE MALGACHE (pop. 5,2)		
Assistance bilatérale									
France <sup>3/</sup>	-	-	-	-	-	-	27,9	4,9	2,9
Italie	-	-	-	2,8	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	21,5	-	0,3	-	-	-
Etats-Unis	4,7	11,2	0,6	33,2	1,2	-	...	-	-
Assistance multilatérale									
Banque internationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FISE	0,1	-	-	0,1	-	-	...	-	-
ATNU	0,7	-	-	1,7	-	-	...	-	-

<sup>1/</sup> Les données indiquent les dépenses territoriales du FIDES pour la période du 1er janvier 1959 au 31 décembre 1958.

<sup>2/</sup> Territoires compris dans l'ancienne AOF, à l'exception de la Guinée.

<sup>3/</sup> Dépenses territoriales du FIDES pour la période du 1er janvier 1957 au 31 décembre 1958.

Tableau 1 (suite)

[ En millions de dollars EU ]

Pays ou organisme contributaire	A F R I Q U E (suite)								
	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments
	MAROC (pop. 10,3)			MOZAMBIQUE (pop. 6,2)			RHODESIE/NYASSALAND (pop. 7,8)		
Assistance bilatérale									
France	...1/	...1/	...1/	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	...	...	...	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	4,2	5,6	0,4
Etats-Unis	14,2	33,3	3,1	...	-	-	-	-	17,3
Assistance multilatérale									
Banque inter-nationale	-	-	-	-	-	-	-	18,8	-
FISE	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-
ATNU	0,6	-	-	-	-	-	0,1	-	-
	RUANDA-URUNDI (pop. 4,7)			SOMALIE [ it. ] (pop. 1,3)			SOUDAN (pop. 11,0)		
Assistance bilatérale									
Belgique	-	12,0 <sup>2/</sup>	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	13,9	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	0,6	-	-
Etats-Unis	...	-	-	2,7	-	-	5,2	-	-
Yougoslavie	-	-	-	-	-	-	-	5,0	-
Assistance multilatérale									
Banque inter-nationale	-	-	-	-	-	-	-	14,5	-
FISE	-	-	-	0,5	-	-	0,1	-	-
ATNU	...	-	-	0,3	-	-	1,1	-	-

1/ Les dépenses de mise en valeur au Maroc et en Tunisie se sont élevées à 78,5 millions de dollars pour la période allant du 1er janvier 1957 au 31 décembre 1958.

2/ Transferts de bons du Trésor belges en 1958.



Tableau 1 (suite)

[En millions de dollars EU]

Pays ou organisme contributaire	A F R I Q U E (suite)								
	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments	Sub-ven-tions	Prêts	Rem-bourse-ments
	TUNISIE (pop. 3,9)			REPUBLIQUE ARABE UNIE, Egypte (pop. 24,8)			AUTRES PAYS ET ENSEMBLE DE LA REGION		
Assistance bilatérale									
France	... <sup>1/</sup>	... <sup>1/</sup>	... <sup>1/</sup>	-	-	-	15,3 <sup>2/</sup>	1,8 <sup>2/</sup>	1,4 <sup>2/</sup>
Italie	-	-	-	-	30,5	1,7	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	73,0 <sup>3/</sup>	-	-
Etats-Unis	44,6	2,5	-	18,5 <sup>4/</sup>	1,4 <sup>4/</sup>	2,2 <sup>4/</sup>	1,9	-	-
Assistance multilatérale									
Banque inter-nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FISE	0,5	-	-	0,2	-	-	-	-	-
ATNU	0,7	-	-	1,8	-	-	2,0	-	-

<sup>1/</sup> Les dépenses de mise en valeur au Maroc et en Tunisie pour la période du 1er janvier 1957 au 31 décembre 1958 se sont élevées à 78,5 millions de dollars.

<sup>2/</sup> Activité de la section territoriale du FIDES pour la période allant du 31 janvier 1957 au 31 décembre 1958.

<sup>3/</sup> Subventions accordées à Chypre, Gibraltar et Malte.

<sup>4/</sup> Y compris les transactions avec la Province syrienne de la RAU.

car la part des subventions à l'Afrique dans le total s'est en fait accrue. C'est dire qu'on ne constate pas en Afrique que l'importance relative des prêts ait augmenté par rapport à celle des subventions, ainsi que c'est le cas pour les régions sous-développées en général.<sup>1/</sup> Mais la suite du rapport établissait que, malgré la diminution de la part qui lui était allouée, l'Afrique continuait à être le plus important bénéficiaire de l'assistance internationale officielle par rapport à sa population.<sup>2/</sup>

8. L'assistance économique "publique" représentait vers 1958 18 % des recettes d'exportation totales des régions africaines sous-développées tandis que ce taux n'était que de 13 % pour l'ensemble des pays sous-développés.<sup>3/</sup> A la même époque, l'assistance économique exprimée en pourcentage des recettes d'exportation accusait les écarts suivants dans les différents pays et territoires d'Afrique pour lesquels ce taux a été calculé : il était de 226 % en Libye, 67 % en Algérie, 22 % dans l'ancienne Afrique équatoriale française, 21 % au Maroc et en Tunisie, 20 % au Libéria, 16 % à Madagascar, 14 % dans l'ancienne Afrique occidentale française, 12 % au Cameroun, 12 % en Ethiopie, 9 % au Soudan, 4 % au Congo belge, 2 % dans la République Arabe Unie (Egypte), 1 % au Ghana et 1 % dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland.<sup>4/</sup> Ces chiffres montrent bien l'importance très variable de l'assistance internationale "publique" comme source de devises pour les divers pays et territoires africains.

9. En fonction de la formation de capital, l'assistance économique internationale représentait, vers 1958, 5,1 % de l'investissement fixe brut au Congo belge; ce taux était de 3,3 % en République Arabe Unie (Egypte), de 2,0 % au Ghana et de 1,3 % dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland.<sup>5/</sup>

---

<sup>1/</sup> Document E/3395, Tableau II-3, page 91. On y rappelait néanmoins que les renseignements, tant territoriaux que financiers, n'étaient pas aussi complets pour l'Afrique que pour certaines autres régions. De plus, comme l'assistance fournie par la France entre pour une large part dans l'assistance à l'Afrique, la dévaluation du franc par rapport au dollar en 1957 tend à sous-estimer l'ordre de grandeur réel de l'augmentation (paragraphe 139).

<sup>2/</sup> Document E/3395, paragraphe 139.

<sup>3/</sup> Document E/3395, Tableau II-5, page 96.

<sup>4/</sup> Document E/3395, Tableau II-6, pages 97 et 98.

<sup>5/</sup> Document E/3395, Tableau II-7, page 100.

10. Le rapport présenté au Conseil économique et social signalait également qu'à la date du 31 décembre 1958 la dette publique extérieure des pays sous-développés africains - comme d'ailleurs de ceux des autres continents - s'était fortement accrue par rapport à ce qu'elle était trois ans auparavant. Par exemple, cette dette extérieure avait passé de 5 à 291 millions de dollars dans la République Arabe Unie, de 316 à 516 millions au Congo belge, de 33 à 51 millions en Ethiopie, de 317 à 526 millions dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. Ces chiffres indiquent qu'à la fin de 1958, le service de la dette publique absorbait 4,6 % du total des recettes ordinaires de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, 4 % de celles du Congo belge, 1,9 % de celles de l'Ethiopie et 0,2 % de celles de la République Arabe Unie (Egypte)<sup>1/</sup>.

11. On a constaté que, parmi tous les pays sous-développés pour lesquels le calcul a été établi, un pays africain, la Lybie, était le plus important bénéficiaire de l'assistance internationale par rapport à sa population au cours des années 1957/58 et 1958/59. Quant aux autres pays d'Afrique, le taux d'assistance par habitant était supérieur à la moyenne générale pour le Libéria, et inférieur à cette moyenne, pour le Soudan, l'Ethiopie, le Ghana et la Province égyptienne de la République Arabe Unie.<sup>2/</sup>

12. Cependant, depuis un an environ, l'accession récente ou imminente à l'indépendance de territoires dépendants, et les difficultés que cette évolution soulève, ont sensiblement accru l'intérêt porté à l'Afrique dans ce domaine. Les problèmes divers que posent les nouveaux pays indépendants sont devenus un souci majeur des Nations Unies.<sup>3/</sup> Les chiffres figurant dans le présent document reflètent bien cette préoccupation croissante qui s'est traduite plus particulièrement par l'augmentation régulière, depuis 1958, du volume de l'assistance économique internationale accordée aux pays et territoires africains. Comme les données ne portent que sur le début de cette période d'intérêt accru pour les besoins de l'Afrique, on peut s'attendre, dans l'avenir immédiat, à un développement encore plus marqué de l'aide internationale économique apportée à ce continent.

---

<sup>1/</sup> Document E/3395, Tableau II-8, page 103.

<sup>2/</sup> Document E/3395, Tableau II-4, page 103.

<sup>3/</sup> Voir "Possibilités de coopération internationale en faveur des nouveaux pays indépendants", Documents E/3387 et E/3387/Add.1.

Section II : Quelques aspects récents de l'Assistance multilatérale

La Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)

13. Le mémorandum présenté à la Commission lors de sa deuxième session contenait une analyse des prêts accordés par la Banque internationale aux régions peu développées de l'Afrique, jusqu'au 30 juin 1958.<sup>1/</sup> Il y était signalé que, dans le total des opérations de la Banque pour l'ensemble des régions peu développées, la part de l'Afrique était passée, entre 1956/57 et 1957/58, de 11 % à 17 % pour les prêts annuels négociés, et de 6 % à 9 % pour les décaissements effectués. On peut affirmer que cette tendance s'est maintenue. Après un léger fléchissement (de 17 % en 1957/58 à 16 % en 1958/59), la part de l'Afrique est brusquement remontée, en 1959/60, à 47 % du total des prêts négociés pour l'ensemble des régions sous-développées.

14. En valeur absolue, les prêts négociés pour les régions peu développées d'Afrique ont fléchi de 87 millions de dollars en 1957/58 à 74 millions en 1958/59, mais ont atteint le chiffre très élevé de 239 millions en 1959/1960. Il faut souligner que ces chiffres ne concernent que les régions peu développées d'Afrique, et non l'ensemble du continent africain. La diminution, entre les exercices 1957/58 et 1958/59, des prêts nouvellement négociés, pour l'Afrique aurait été presque entièrement absorbée si l'on avait compté les prêts consentis à l'Union Sud-Africaine.

15. Par rapport au montant total des prêts consentis par la Banque, la part allouée à l'ensemble du continent africain s'est accrue dans une proportion remarquable. Au 30 juin 1959, sur un total de 4.426 millions de dollars de prêts négociés par la BIRD, l'Afrique n'avait bénéficié que de 589 millions de dollars, soit 13,3 % seulement, tandis que, pour la période du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960, la part de ce continent dans les 659 millions de dollars de nouveaux prêts consentis, atteignait 239,2 millions de dollars, soit 36,3 %.

16. Parmi les prêts consentis par la BIRD à des pays africains au cours de l'exercice fiscal 1959/1960, on peut citer les suivants :

---

<sup>1/</sup> Document E/CN.14/23.

(En dollars EU)

Algérie et Sahara	Oléoduc	50 millions	12 ans
Congo belge	Agriculture	7 millions	12 ans
	Transports	28 millions	12 ans
	Transports	5 millions	10 ans
Kenya	Agriculture	5,6 millions	10 ans
Mauritanie	Mines	66 millions	15 ans
Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland	Agriculture	5,6 millions	10 ans
Soudan	Agriculture	15,5 millions	20 ans
République Arabe Unie	Canal	56,5 millions	15 ans

17. Les prêts agricoles accordés aux pays africains par la Banque en 1959/60 représentent plus de la moitié du total de ceux qui ont été consentis à cette fin au cours de l'exercice. C'est la Mauritanie, avec 66 millions de dollars destinés à l'exploitation du minerai de fer, qui a bénéficié du prêt le plus important consenti par la Banque internationale pendant son dernier exercice financier.

18. A l'exception d'un seul, tous les prêts accordés à l'Afrique au cours de l'exercice financier écoulé l'ont été avec la participation d'organismes financiers privés. La proportion des fonds privés était de 50 % - souscrits principalement par des compagnies d'assurances - pour le prêt à l'Algérie et au Sahara (construction d'un oléoduc), de près d'un tiers pour les deux prêts au Congo belge (développement des transports) et d'un dixième environ - souscrit principalement par des banques commerciales - pour le prêt à la République Arabe Unie (canal).<sup>1/</sup>

#### La Société financière internationale (SFI)

19. Une somme de 2.800.000 dollars des EU a été mise à la disposition de la Kilombero Sugar Company (Tanganyika) par la Société financière internationale pour la construction d'une raffinerie et le développement des plantations.

<sup>1/</sup> Le Quinzième Rapport annuel de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, portant sur l'année fiscale 1959/60, comporte une analyse détaillée des divers prêts consentis aux pays et territoires africains (pages 19 à 23 et page 29).

Programmes d'assistance technique des Nations Unies, des institutions spécialisées et du FISE

20. Le tableau ci-après montre l'aide accordée aux pays et territoires africains, du 1er janvier 1958 au 31 décembre 1959, tant par le Programme élargi d'assistance technique que par les programmes ordinaires d'assistance technique.

Tableau 2 : Montant de l'aide fournie par les organismes d'assistance technique et de secours des Nations Unies aux pays et territoires africains, 1er janvier 1958 - 31 décembre 1959

[En millions de dollars EU]

Pays et région bénéficiaires	Assistance technique des Nations Unies <sup>1/</sup> (ATNU)	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	Total pour l'ensemble des organismes des Nations Unies
AFRIQUE			
Angola	0,1	-	0,1
Afrique orientale britannique	0,9	0,8	1,6
Territoires britanniques d'Afrique du Sud	0,1	-	0,1
Afrique occidentale britannique	0,5	0,5	0,9
Cameroun	0,1	0,1	0,1
Ethiopie	1,2	0,3	1,5
Ancienne Afrique équatoriale française	-	0,3	0,3
Ancienne Afrique occidentale française	0,1	0,9	1,0
Ghana	0,5	0,3	0,8
Guinée	0,1	0,1	0,1
Libéria	0,7	0,1	0,8
Libye	1,7	0,1	1,8
Maroc	0,6	0,3	0,9
Rhodésie et Nyassaland (Féd.)	0,1	-	0,1
Somalie (italienne)	0,3	0,5	0,7
Soudan	1,1	0,1	1,2
Tunisie	0,7	0,5	1,2
République Arabe Unie, Egypte	1,8	0,2	2,0
Autres pays et aide régionale	2,0	-	2,0
Total	12,3	4,9	17,1

<sup>1/</sup> Les chiffres qui figurent dans cette colonne couvrent principalement l'aide fournie en application du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et des programmes ordinaires d'assistance technique des Nations Unies, de l'OMS, de l'UNESCO et de l'AIEA. Ils englobent également l'aide fournie par le Programme d'éradication du paludisme de l'OMS et par le Fonds spécial des Nations Unies.

21. La part du montant total des fonds du programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies consacrée à l'Afrique s'est régulièrement accrue, passant de 6 %, en 1955, à 16,3 % en 1960.

22. Pour l'exercice financier 1960 et dans les plans relatifs aux années suivantes, on note un accroissement continu des allocations destinées aux pays et territoires d'Afrique. Au titre du Programme élargi d'assistance technique (EPTA), les allocations correspondantes sont de 4,8 millions de dollars des EU pour 1959, de 5,8 millions pour 1960 et de 11,1 millions pour 1961-62. Au 31 octobre 1960, le chiffre provisoirement fixé comme objectif des programmes en faveur des pays ayant récemment accédé à l'indépendance, atteignait 7,6 millions de dollars pour 1961-62.

Au titre du programme ordinaire d'assistance des Nations Unies, les sommes destinées à l'Afrique s'élevaient à 2 millions de dollars pour 1959, et à 3 millions (estimation) pour 1960, OPEX non inclus (Assistance pour la formation de personnel d'exécution et de direction).

23. Pour 1961, le Secrétaire général a proposé d'ouvrir un crédit supplémentaire de 5 millions de dollars, sur le budget ordinaire d'assistance des Nations Unies, afin de faire face aux besoins spéciaux de pays - presque tous africains - ayant acquis récemment leur indépendance pendant la période de transition. Les crédits à dégager pour 1961 et pour 1962 ont été ajoutés au montant de 2,5 millions de dollars figurant dans une proposition antérieure, portant ainsi à 5 millions la somme immédiatement disponible en 1961. Ce montant de 5 millions de dollars sera utilisé au titre des programmes ordinaires d'assistance établis par l'Assemblée générale en vertu des résolutions 200 (III), relative à l'assistance technique en vue du développement économique, 723 (VIII) relative à l'assistance technique en matière d'administration publique et 1256 (XIII), relative au personnel d'exécution, de direction et d'administration.

24. Les dépenses effectuées par le FISE en Afrique ont continué à augmenter; sur l'ensemble des dépenses du Fonds au 31 décembre 1959, l'assistance aux pays peu développés d'Afrique représentait un pourcentage de 5,9; pour la seule année 1959, ce pourcentage était de 13. Le total des sommes dépensées en Afrique jusqu'au 31 décembre 1959 s'élevait à 14,3 millions de dollars environ et, pour l'année 1959 seulement à 2,6 millions. Ce dernier chiffre accuse une légère augmentation par rapport à celui de 1958 qui était de 2,4 millions de dollars.

Fonds spécial des Nations Unies

25. Au 31 mai 1960, le total des allocations de crédits adoptées en faveur des pays africains s'élevait à 6.615.200 dollars; ces crédits étaient destinés à la mise en oeuvre des projets ci-après :

Pays	Projet	Allocation du Fonds spécial (en dollars des EU)	Organisme chargé de l'exécution
Ethiopie	Aménagement du bassin fluvial de l'Aouache	930.100	FAO
Ghana	Etude sur la plaine inondable de la Volta	345.000	FAO
Guinée	Etude générale des possibilités de développement	425.000	Nations Unies
Togo	Etude sur l'utilisation des terres et des eaux	700.000	FAO
Tunisie	Recherche agricole en Tunisie centrale	897.200	FAO
RAU	Projet pilote de drainage de terres irriguées	338.000	FAO
RAU	Etude pédologique à partir de photographies aériennes	301.000	FAO
RAU	Ecole d'aviation civile	1.630.400	OACI
Nigeria	Etude d'un emplacement de barrage à fins multiples sur le Niger	735.000	Banque internationale
Ouganda	Levé géophysique aérien	313.500	Organisation des Nations Unies

26. Le Fonds a en outre alloué 2.492.700 dollars pour une enquête sur le criquet pèlerin en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. La FAO est l'organisme chargé de l'exécution du projet. Chacun des gouvernements intéressés apportera en outre une contribution.



27. Description de l'objectif et de la méthode d'assistance du Fonds spécial pour chacun des onze projets énumérés ci-dessus:

<u>Pays</u>	<u>Projet</u>	<u>Objectif</u>	<u>Méthode</u>
Ethiopie	Aménagement du Bassin fluvial de l'Aouache	Obtenir des données sur les ressources hydrauliques, en vue du développement de la production d'énergie et de l'agriculture irriguée dans la vallée de l'Aouache.	En fournissant des services d'experts et du matériel, le Fonds spécial aidera à effectuer un levé aérien du bassin fluvial, une étude visant à déterminer les emplacements les plus favorables pour l'aménagement hydro-électrique, une étude des sols des zones irrigables, une étude hydrométéorologique de l'ensemble du bassin fluvial, y compris les affluents, et une étude détaillée de l'utilisation des eaux du barrage de Koka, dont la construction vient d'être terminée.
Ghana	Etude de la plaine inondable de la Volta	Déterminer si les conditions topographiques de la plaine inondable de la basse Volta permettent de grandes exploitations de cultures irriguées, et calculer le coût des travaux d'irrigation et de drainage dans les zones choisies pour la mise en valeur.	Le Fonds spécial accordera son assistance au gouvernement sous la forme de service d'experts et de matériel nécessaires à l'étude.
Guinée	Etude générale des Possibilités de Développement	Evaluer les ressources du pays, en vue de préparer de nouveaux programmes de développement et de formation professionnelle, de reconstituer l'appareil administratif et d'améliorer l'administration des affaires courantes	Le Fonds spécial aidera le gouvernement en fournissant les services de plusieurs experts des questions administratives, financières et autres.

<u>Pays</u>	<u>Projet</u>	<u>Objectif</u>	<u>Méthode</u>
Togo	Etude sur l'utilisation des Terres et des Eaux	Evaluer les possibilités d'utiliser des sols et des eaux dans certaines régions du nord et du sud du Togo, de manière à faciliter leur mise en valeur.	Le Fonds spécial fournit des services d'experts, du matériel, des bourses de perfectionnement, et permet, sous la forme de services contractuels et à l'aide de levés aériens, l'établissement de cartes pédologiques et l'exécution d'enquêtes hydrologiques dans les régions intéressées.
Tunisie	Recherche agricole en Tunisie centrale	Entreprendre des études sur le terrain et des démonstrations touchant les problèmes de l'agriculture et de l'utilisation des eaux dans les régions semi-arides de la Tunisie centrale.	Le Fonds spécial enverra des experts en matière d'agronomie, de sylviculture, de pédologie, de zootechnie et de vulgarisation agricole, accordera des bourses au personnel tunisien qui poursuivra les travaux expérimentaux après la fin de l'exécution du projet, et fournira le matériel de démonstration et les produits nécessaires aux travaux expérimentaux.
République Arabe Unie	Projet-pilote de drainage de terres irriguées	Augmenter la production des terres actuellement irriguées, et accroître le rendement des cultures par l'irrigation permanente lorsque l'eau deviendra disponible.	Le Fonds spécial aidera à effectuer des études-pilotes et des démonstrations dans la vallée du Nil, sur des sols divers et dans différentes conditions hydrologiques, afin de déterminer la profondeur, l'espacement et le type de conduites devant relier les fermes isolées aux collecteurs.
République Arabe Unie	Etude pédologique à partir de Photographies aériennes	Déterminer quelles sont, aux limites du désert, les zones qui se prêtent le mieux à la mise en valeur, et indiquer celles des terres déjà irriguées qui sont susceptibles d'une exploitation plus intensive.	Grâce à l'emploi de photographies aériennes obtenues avec l'assistance du Fonds spécial, il sera possible d'accélérer les travaux entrepris par le Gouvernement égyptien en vue de préparer une reconnaissance pédologique, et de faire le classement des terres d'une région d'environ 800.000 hectares, situées aux confins du désert de la vallée du Nil.

<u>Pays</u>	<u>Projet</u>	<u>Objectif</u>	<u>Méthode</u>
République Arabe Unie	Ecole d'Aviation Civile	Formation de personnel supplémentaire dans les techniques nécessaires à l'aviation civile.	Le Fonds spécial enverra des instructeurs, accordera des bourses et fournira du ma- tériel d'instruction importé pour développer les services de formation dont pourront bénéficier des stagiaires venus des pays voisins aussi bien que de la République arabe unie elle-même.
Nigéria	Etude d'un emplacement de barrage à fins multiples sur le Niger	Procéder à une enquête sur les possibilités de dé- veloppement de l'énergie hydro-électrique, de l'agriculture, des trans- ports et des pêches dans une partie de la vallée du Niger.	Le Fonds spécial paiera les entreprises indépendantes qui aideront à faire des en- quêtes sur l'emplacement d'un barrage éventuel et la possi- bilité de créer une pêcherie dans son réservoir, d'améliorer l'agriculture par l'irrigation et d'assurer une meilleure na- vigabilité du fleuve.
Ouganda	Levé géogra- phique aérien	Indiquer, à la suite d'un levé géographique aérien de certaines zones particulièrement intéres- santes, des zones plus réduites qui se prêteraient à l'étude intensive au sol en vue d'évaluer l'import- ance de leurs ressources minérales du point de vue économique	Grâce à l'assistance du Fonds spécial, les zones qui semblent les plus favorables feront d'abord l'objet d'une étude géophysique aérienne. Les anomalies ainsi révélées seront vérifiées, et les gi- sements découverts dans les zones anormales seront pros- pectés et évalués en détail par les techniques classiques d'étude géologique au sol, complétées par des méthodes de géochimie et de géophysique, et des forages.

<u>Pays</u>	<u>Projet</u>	<u>Objectif</u>	<u>Méthode</u>
Projet inter-régional	Afrique, Asie et Moyen-Orient: Enquête sur le criquet pèlerin.	Lutter contre le criquet pèlerin, qui cause aux récoltes des dégâts considérables	L'exécution du projet sera entreprise en coopération avec 19 gouvernements (Arabie Saoudite, Ethiopie, France, Ghana, Inde, Irak, Iran, Italie, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Pakistan, République arabe unie, Royaume-Uni, Soudan, Tunisie, Turquie et Yémen) que le problème intéresse directement. L'assistance du Fonds spécial portera sur une enquête écologique, des recherches sur le terrain; des activités de formation et des démonstrations de nouvelles méthodes qui peuvent être utilisées pour la lutte antiacridienne dans les régions infestées.

### Le Plan spécial du Commonwealth pour l'assistance à l'Afrique

28. A la suite de la réunion du Conseil consultatif économique du Commonwealth qui s'est tenue à Londres les 20 et 21 septembre, un communiqué annonçait qu'un Plan spécial du Commonwealth pour l'assistance à l'Afrique (SCAAP) avait été adopté, et rappelait d'autre part que les pays membres du Commonwealth fournissaient déjà une aide, soit directement, soit en mettant d'importants moyens à la disposition des organisations internationales existantes. L'adoption du SCAAP avait pour objectifs d'attirer l'attention sur l'oeuvre déjà accomplie dans ce domaine, et de contribuer à l'effort accru, nécessaire pour élever le niveau de vie dans les pays africains du Commonwealth qui sont encore peu développés. On pense que la plupart des pays membres du Commonwealth fourniront leur contribution principalement sous la forme d'assistance technique, soit directement, soit en renforçant leur action dans le cadre des organisations internationales. Les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan sont appréciés chaque année par la Conférence des Ministres des Finances du Commonwealth.

### Fonds de développement économique de la Communauté européenne

29. Le Fonds de développement économique de la Communauté économique européenne exerce maintenant son activité en Afrique <sup>1/</sup>. Pour la période quinquennale 1958-1963, il est prévu que l'ensemble des opérations du Fonds portera sur 581 millions de dollars; sur ce total, 66,5 millions seront affectés à la mise en oeuvre d'un certain nombre de projets approuvés, dans les pays et territoires africains énumérés ci-après (Tableau 3).

30. Les opérations du Fonds s'effectuent avec un retard assez important sur le programme prévu: plus de la moitié du montant des subventions accordées pour 1958 et 1959 n'avait pas encore été effectivement versée, vers le milieu de 1960. Les difficultés que rencontrent les pays associés dans l'élaboration de projets adéquats seraient, dit-on, la cause principale de ce retard. Tout récemment, il a été possible d'accélérer très sensiblement la mise en oeuvre des projets, et la Commission de la CEE envisage, à cette fin, de nouvelles simplifications de procédure.

---

<sup>1/</sup> On trouvera une étude plus détaillée du Fonds européen dans le Rapport sur les incidences de l'intégration économique de l'Europe occidentale sur le Commerce et le Développement de l'Afrique, document présenté à la même session de la Commission (Doc.E/CN.14).

Tableau 3

Le Fonds européen de Développement  
Projets approuvés au 30 juin 1960 pour les pays et territoires d'Afrique 1/  
(en milliers d'unités de compte UEP) 2/

	Projets spéciaux	Projets de nature économique
Congo (ancien Congo belge)	2.054	7.330
Ruanda Urundi	830	1.056
Cameroun	331	4.457
Afrique Centrale	531	179
Comores	81	-
Congo (ancien Congo français)	457	5.752
Côte d'Ivoire	2.886	600
Côte des Somalis	741	-
Dahomey	990	-
Gabon	1.018	-
Haute-Volta	1.625	665
Madagascar	1.257	10.248
Mauritanie	1.793	154
Niger	2.781	4.509
Fédération du Mali	461	5.064
Tchad	3.225	2.977
Togo	201	459
Somalie italienne	1.950	-
Total pour les pays et territoires d'Afrique	23.213	43.450

Source: La Communauté économique européenne (transmis directement)

- 1/ Ces chiffres correspondent au coût total des projets, sans tenir compte des frais d'administration.
- 2/ Equivalent aux dollars EU.

31. La répartition géographique des subventions s'est trouvée modifiée, dans une certaine mesure, par le retard constaté pour l'ensemble des crédits. A la fin de juin 1960, plus de 15 % des projets pour lesquels des crédits avaient été versés affectaient le Congo et le Ruanda Urundi au lieu des 5 % environ qui avaient été prévus par la Convention d'Application, pour les années 1958 et 1959.

32. La structure des investissements a été fortement influencée par une décision, adoptée en juillet 1959, portant de 33 à 70-75 % la part des fonds destinés à des projets de développement économique. En fait, les quatre cinquièmes des subventions

allouées au cours de la période février-juin 1960 concernent des projets considérés comme étant de nature économique <sup>1/</sup>; dans cette catégorie, les investissements destinés à l'infrastructure dépassent de beaucoup les investissements directement productifs qui sont relativement peu importants.

### Section III. Quelques aspects récents de l'assistance bilatérale

#### FRANCE

33. Le mémorandum adressé à la Commission, à sa précédente session, analysait l'aide économique accordée directement par la France aux régions peu développées d'Afrique, et donnait des indications détaillées sur les fonds fournis à l'Algérie, au Sahara, au Maroc, à la Tunisie ainsi qu'aux anciens territoires situés au sud du Sahara. Ce document expliquait également la distinction à faire entre les "dépenses ordinaires" et les "dépenses d'équipement" et contenait certains renseignements sur les institutions qui, vers la fin de 1959, étaient chargées de fournir cette assistance. Les chiffres indiqués portaient généralement sur le total des dépenses jusqu'à fin septembre 1957, à côté de quelques chiffres concernant spécialement les années 1957 et 1958 <sup>2/</sup>.

34. Dans le rapport présenté au Conseil économique et social, à sa trentième session<sup>3/</sup>, on trouve des informations plus récentes et notamment des chiffres se rapportant aux exercices financiers clos le 31 décembre 1958 et le 31 décembre 1959; ces chiffres sont reproduits au Tableau 4 du présent document.

---

<sup>1/</sup> Plus d'un tiers du montant total des subventions figurant au Tableau ci-dessus a été alloué au cours de cette période de cinq ans.

<sup>2/</sup> Document E/CN.14/23, paragraphes 14 à 36.

<sup>3/</sup> Les chiffres sur l'aide économique fournie directement par la France figurent au document E/3395/Add.1.

Tableau 4

Aide économique fournie directement par le Gouvernement de la France aux régions sous-développées  
au cours des exercices financiers se terminant en 1958 et 1959

[en millions de dollars]

Pays bénéficiaires	1958			1959		
	Subventions*	Prêts*	Remboursements des prêts	Subventions	Prêts	Remboursements des prêts
Algérie et Sahara :						
Dépenses courantes	96,6	-	-	88,3	-	-
Dépenses d'équipement	109,3	136,0 <sup>1/</sup>	17,9	241,7	17,1	-
Maroc et Tunisie :						
Dépenses courantes	87,2 <sup>2/</sup>	0,5 <sup>2/</sup>	-	17,5 <sup>2/</sup>	-	-
Dépenses d'équipement	9,3	12,4	3,6	12,4 <sup>2/</sup>	-	-
Départements d'outre-mer :						
Dépenses courantes (montant net)	7,0	-	-	22,7	-	-
Dépenses d'équipement	16,4	17,1	-	11,3	9,1	2,4
Etats membres de la Communauté et territoires d'outre-mer**						
Dépenses courantes	96,4	14,7 <sup>2/</sup>	-	125,4	-	-
Dépenses d'équipement	170,5	45,7 <sup>2/</sup>	19,8	132,2	42,9	22,2
Cambodge, Laos et République du Viet-Nam						
Dépenses courantes	1,4	...	-	1,6	-	-
Dépenses d'équipement	7,6	1,2	-	5,7	-	-
Autres pays :						
Dépenses courantes	2,5 <sup>5/</sup>	-	-	1,7 <sup>5/</sup>	5,6 <sup>6/</sup>	-
Dépenses d'équipement	...	...	-	-	-	-
Montants non ventilés :						
Dépenses courantes	-	-	-	1,9	-	-
Dépenses d'équipement	-	-	-	30,2*	2,0*	-
Régions sous-développées :						
Dépenses courantes	213,9	15,2	-	259,2	5,6	-
Dépenses d'équipement	313,1	212,4	41,2	421,5	77,7	21,6

\* Crédits de paiement.

\*\* L'aide à la Côte française des Somalis n'est pas comprise dans les chiffres relatifs à l'année 1958.

1/ Y compris des avances de la Caisse des dépôts se totalisant à 3,6 millions de dollars.

2/ Y compris l'aide aux ressortissants français, évaluée à 8,4 millions de dollars en 1958 (0,5 million de dollars sous forme de prêts) et à 8,1 millions de dollars en 1959.

3/ Avances destinées à couvrir le déficit budgétaire.

4/ Y compris des avances de la Caisse des dépôts se montant à 0,5 million de dollars.

5/ Dépenses d'assistance technique en vertu d'accords bilatéraux.

6/ Paiements effectués en vertu de l'accord du 24 novembre 1957 conclu entre la France et l'Argentine.



35. En 1959, de nouvelles institutions ont été créées en France, et les services d'assistance ont été adaptés aux modifications constitutionnelles et économiques; on peut citer notamment la création d'un Fonds d'aide et de coopération (FAC), la réorganisation et la décentralisation du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) ainsi que l'élargissement des attributions de la Caisse centrale de coopération économique.

36. D'une manière générale, c'est le FAC qui fournit l'assistance aux autres pays de la Communauté, au Cameroun et au Togo, dans les domaines économique, financier, social, agricole et technique. Les fonctions correspondantes précédemment exercées par le Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) ainsi que par le Fonds commun de la recherche scientifique <sup>1/</sup> ont été reprises par le FAC. Contrairement à l'ancien FIDES, le nouveau FAC non seulement finance des investissements mais s'occupe encore de tous les types d'assistance, y compris l'assistance technique et les apports budgétaires. Pour ces deux derniers types d'assistance, il a été alloué 102,9 millions de dollars en 1959.

37. En Afrique, le FIDES n'effectue plus guère d'opérations que dans la Côte française des Somalis, qui est un département d'outre-mer.

38. Le FIDOM et le nouveau FIDES fonctionnent sous le contrôle du Ministère d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer.

39. La Caisse centrale sert d'agent d'exécution pour les opérations du FAC, du FIDES et du FIDOM, ainsi que du Fonds de régularisation des cours des produits d'outre-mer. En outre, elle effectue dans les pays d'outre-mer de la zone franc les versements du Fonds de développement économique créé par la Communauté économique européenne <sup>2/</sup>. Enfin, elle fournit elle-même des fonds pour l'aide au développement dans les régions d'Afrique associées à la France, le plus souvent dans le cadre de prêts à moyen ou long terme.

---

<sup>1/</sup> Voir E/CN.14/23, par. 35.

<sup>2/</sup> Voir E/CN.14/23, par. 76 à 79, et E/3395, section I, par. 6 à 9. Voir également le paragraphe ci-dessus.

40. En 1959, le FAC nouvellement constitué a financé des investissements et aussi des projets d'ordre général (recherches et enquêtes principalement). Au titre de ces projets d'ordre général, 4,9 millions de dollars ont été alloués pour des recherches minières dans les pays de la Communauté et au Cameroun, 35 millions de dollars ont été dépensés pour la prospection et la production pétrolières dans ces mêmes régions et 3,7 millions de dollars ont été consacrés aux services agricoles; des levés cartographiques ont également été effectués.

41. Pour des investissements publics directs et des opérations de développement, le FAC a alloué en 1959 60,1 millions de dollars aux pays de la Communauté et aux Républiques du Cameroun et du Togo. Le tableau ci-après donne une ventilation plus détaillée; il indique les montants alloués par le FAC en 1959 aux différentes parties de la région intéressée sous les rubriques: études et enquêtes générales, développement agricole, infrastructure et équipement social.

Tableau 5. Fonds alloués par le FAC en 1959  
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Etudes et enquêtes générales	Développement agricole	Infrastructure	Equipement social	Total
Afrique occidentale <sup>1/</sup>	1,4	5,4	25,9	2,8	35,5
Afrique équa- toriale <sup>2/</sup>	,4	2,0	3,7	2,1	8,2
Madagascar <sup>3</sup>	,1	3,3	3,5	,4	7,3
Cameroun	,2	3,6	2,5	1,5	7,8
Togo	,1	,4	,5	,2	1,2 <sup>3/</sup>
Total	2,2	14,7	36,1	7,0	60,0 <sup>3/</sup>

<sup>1/</sup> Ancienne Afrique occidentale française, comprenant la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan (Mali), la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Dahomey et le Niger.

<sup>2/</sup> Gabon, Congo (capitale Brazzaville), République centrafricaine et Tchad.

<sup>3/</sup> Plus un crédit de un million de dollars pour les services de radio.

42. Le total des prêts octroyés par la Caisse centrale de coopération économique s'est élevé à 35 millions de dollars environ en 1959. Ce chiffre ne comprend pas les fonds que la Caisse centrale gère pour le compte du FAC et du FIDES. Des prêts ont été consentis à des organismes publics ainsi qu'à des entreprises semi-publiques et privées. Pour les entreprises publiques, ils sont remboursables sur des périodes pouvant aller jusqu'à vingt ans et portent un faible intérêt. Pour les entreprises privées, ils sont à plus court terme et comportent des taux d'intérêt plus rémunérateurs. Le tableau suivant montre la répartition, par objet, des prêts octroyés par la Caisse centrale à des pays d'Afrique en 1959.

Tableau 6. Répartition, par objet, des prêts de la Caisse centrale de coopération économique en 1959

(en millions de dollars)

Crédit agricole et foncier	9,0
Logement à bon marché	1,9
Urbanisme et planification des localités rurales	2,4
Energie à usage domestique et pour d'autres usages courants	2,2
Services publics	4,8
Grandes entreprises privées (mines et industrie)	13,8
Diverses industries privées	1,3
Total :	<u>35,4</u>

43. Les opérations du FIDOM ont porté sur 14 millions de dollars environ en 1959, mais en général elles n'intéressent plus maintenant les pays d'Afrique.

44. En Algérie, les fonds provenant du budget métropolitain et destinés à l'investissement sont distribués par le Fonds d'équipement de l'Algérie. Ce Fonds se procure aussi des ressources par l'émission de bons à long terme et il accorde des subventions et prêts pour des investissements publics et privés ainsi qu'aux autorités locales. Il existe également un fonds distinct pour l'octroi de prêts affectés à la construction de logements à bon marché en Algérie.

45. Le tableau 7 montre l'ensemble des fonds publics d'origine métropolitaine consacrés à l'investissement en Afrique tropicale française et à Madagascar de 1952 à 1960. Les chiffres indiqués pour les années 1952 à 1958 correspondent aux sommes versées. Le chiffre de 1959 représente les versements pour la Caisse centrale de coopération économique et les "crédits de paiements" pour les autres organismes. Le total pour 1960 représente le montant prévu des allocations. Le franc français ayant été dévalué au cours de la période considérée, les sommes sont indiquées en milliards de francs français, non convertis en dollars. L'on constatera que le montant total de l'assistance fournie aux fins d'investissement a été remarquablement constant au cours des années et qu'il se situe actuellement aux environs de 100 milliards de francs français (environ 200 millions de dollars).

Tableau 7. Afrique tropicale française et Madagascar :  
investissements de fonds publics d'origine  
métropolitaine, par organisme répartiteur,  
de 1952 à 1960

(en milliards de francs français)

Organisme	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prévisions)
Fonds commun de la recherche scientifique	-	-	1,5	1,6	1,3	1,6	1,9	2,4	1,9
Bureau de recherches de pétrole	2,0	2,1	2,3	3,7 <sup>1/</sup>	6,6	13,9	4,8	17,0	20,0
Section générale du FIDES	9,8	9,6	10,8	12,3	12,2	15,7	16,8 <sup>2/</sup>	13,1	1,0
Sections territoriales du FIDES et du FAC <sup>3/</sup>	56,8	40,9	37,5	41,0	47,8	46,4	38,3	47,4 <sup>4/</sup>	14,7 <sup>5/</sup>
FAC									41,7
Opérations propres de la Caisse centrale <sup>6/</sup>	14,0	13,0	8,4	9,8	9,6	18,3	24,2	24,4	10,0
Dépenses inscrites aux titres V et VI A du budget national français	4,4	3,4	8,5	3,6	3,7	4,9	5,5	1,9 <sup>7/</sup>	1,9
Total	87,0	69,0	69,0	72,0	81,2	100,8	91,5	106,2	91,2

Source: Organisation européenne de coopération économique, Développement économique des pays et territoires d'outre-mer associés aux pays membres de l'OECE, Paris, 1958; Rapport du Conseil de direction du Fonds d'investissement pour le développement économique et social, Paris 1957, 1958 et 1960.

Ce tableau a été obligamment communiqué par le Centre d'études internationales de l'Institut de technologie du Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique.

- 1/ Dont 400 millions de francs provenant du Fonds de soutien des hydrocarbures.
- 2/ Y compris des dépenses couvertes à l'aide d'avances remboursables et de fonds provenant de la Foreign Operation Administration s'élevant au total à 4,1 milliards de francs français.
- 3/ Fonds d'aide et de coopération (FAC), créé en 1959 pour remplacer le FIDES dans les Etats de la Communauté franco-africaine.
- 4/ Dont 4,3 milliards de francs français sous forme de prêts.
- 5/ Non compris 800 millions de francs français prêtés pour appoint budgétaire ; y compris les crédits territoriaux du FAC.
- 6/ Non compris des prêts consentis à des territoires pour couvrir leur participation aux sections territoriales du FIDES, déjà inclus dans les sommes figurant à la ligne précédente.
- 7/ Dont 0,7 milliard de francs français sous forme de prêts.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

46. Le rapport présenté à la deuxième session de la Commission signalait les accords d'assistance conclus par l'Union des Républiques socialistes soviétiques avec la République arabe unie en janvier et novembre 1958, destinés le premier au développement industriel de l'Egypte et le second à la première tranche des travaux du haut barrage d'Assouan. Ces deux accords prévoyaient des prêts en roubles équivalant, au taux officiel de change, à 175 millions et 100 millions de dollars respectivement. Le même rapport mentionnait aussi un prêt à la Guinée équivalant à 35 millions de dollars <sup>1)</sup>.

47. Le rapport présenté à la dernière session du Conseil économique et social faisait encore mention, notamment, d'un prêt équivalant à 100 millions de dollars à l'Ethiopie pour la construction d'entreprises industrielles et autres, dont une raffinerie de pétrole dans le port d'Assab, ainsi que de l'accord conclu avec la République arabe unie en janvier 1960 concernant la seconde tranche des travaux du haut barrage d'Assouan <sup>2)</sup>.

48. La section II du rapport au Conseil économique et social contenait aussi une étude plus générale des programmes d'assistance mis en oeuvre par les pays à économie planifiée, dont l'aide fournie par l'Union des Républiques socialistes soviétiques représentait 80 % <sup>3)</sup>. Le total des engagements pris par les pays à économie planifiée dans le cadre de l'assistance économique bilatérale aux pays sous-développés s'élevait en mai 1960 à 2,5 milliards de dollars, aux taux officiels de change. Les engagements intéressant les pays d'Afrique atteignaient 0,8 milliard de dollars, soit près du tiers de ce total.

49. Les principaux bénéficiaires des 800 millions de dollars représentant le total des engagements à l'égard de pays africains en mai 1960 étaient l'Ethiopie, la Guinée et la République arabe unie (Egypte). Les trois quarts environ de cette somme étaient destinés à la République arabe unie (Egypte).

50. On trouvera ci-après une liste récemment mise à jour des accords de crédit conclus par des pays africains avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

---

1) Voir E/CN.14/23, par. 40 à 42.

2) Voir E/3395, par. 78 et 88.

3) Voir E/3395, par. 156 à 165. Ces chiffres ne concernent que l'assistance fournie par le groupe des pays à économie planifiée aux pays sous-développés n'appartenant pas à ce groupe.

Date	Pays bénéficiaire	Objet du prêt	Montant en mil- lions de dollars des Etats-Unis
29 février 1958	RAU (Egypte)	Développement des mines et de l'industrie Intérêt : 2,5 % remboursable en 12 ans	175
octobre 1958	RAU (Egypte)	Construction du barrage d'Assouan	100
juillet 1959	Ethiopie	Développement industriel et agricole	100
février 1960	RAU (Egypte)	Barrage d'Assouan : deuxième tranche	250
août 1959	Guinée	Développement industriel, agri- culture, construction routière Intérêt : 2,5 % remboursable en 12 ans	35

Outre les accords énumérés ci-dessus, des accords de crédit portant sur des montants équivalant au total à 84 millions de dollars ont été conclus par la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale avec la République arabe unie (Egypte) et par la Chine continentale avec la Guinée; un accord de crédit portant sur un montant non spécifié a été conclu par la Hongrie avec la République arabe unie (Egypte).

#### ROYAUME-UNI

51. Le memorandum présenté à la deuxième session de la Commission analysait les trois principaux éléments de l'assistance économique que le Gouvernement du Royaume-Uni accordait au titre d'accords bilatéraux, à savoir : les dépenses engagées en vertu des dispositions des Colonial Development and Welfare Acts, les investissements effectués par l'intermédiaire de la Colonial Development Corporation et l'aide aux budgets territoriaux. Il signalait également le nouveau programme de prêts dits Commonwealth Assistance Loans destinés aux pays du Commonwealth, ainsi que les prêts du Trésor aux territoires non autonomes <sup>1)</sup>.

1) Document E/CN.14/23, par. 43-55.

52. Le rapport sur l'assistance économique internationale aux pays sous-développés, présenté à la trentième session du Conseil économique et social, donnait des renseignements sur l'assistance que le Gouvernement du Royaume-Uni a accordée au titre d'accords bilatéraux pendant la période du 1er avril 1957 au 31 mars 1959. Selon ce rapport, les versements effectués sous forme de prêts ont effectivement augmenté entre 1957/58 et 1958/59, et l'on prévoyait qu'ils augmenteraient encore en 1959/60 du fait de l'application du nouveau programme d'aide au Commonwealth et de prêts du Trésor aux territoires non autonomes <sup>1)</sup>.

53. Le Tableau 8 donne des renseignements plus détaillés et récents en ce qui concerne l'Afrique. Il convient de noter que les chiffres de ce tableau sont exprimés en livres, non en dollars, et se rapportent aux dépenses effectives et non aux engagements de dépenses.

54. On constatera que l'assistance globale fournie par le Royaume-Uni aux régions sous-développées de l'Afrique est tombée de 22,7 millions de livres en 1957/58 à 20,3 millions en 1958/59. Cette réduction qui portait exclusivement sur les subventions et l'assistance technique (les prêts, eux, ont augmenté) s'explique surtout par la diminution de l'aide exceptionnelle accordée au Kenya et de l'assistance fournie à la Libye. Il semble que, pour 1959/60, l'aide doive augmenter considérablement, passant de 20,3 millions à 34,1 millions de livres. L'augmentation porte presque uniquement sur les prêts, dont les plus importants sont destinés au Soudan, au Kenya et à l'Ouganda, ces trois régions recevant plus des deux tiers de l'augmentation totale.

55. La part de l'Afrique dans le total général de l'assistance fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni, qui était de plus d'un tiers en 1957/58, est tombée à moins d'un quart en 1958/59, mais elle est remontée à près d'un tiers en 1959/60.

56. L'assistance accordée par le Royaume-Uni à ses territoires coloniaux dans le cadre d'accords bilatéraux s'est accrue de 1957 à 1960, bien que la superficie de ces territoires ait diminué. Les subventions aux pays du Commonwealth indépendants ont proportionnellement augmenté bien davantage.

---

1) Document E/3395, par. 90-96.



57. Comme preuve de l'intensification de l'aide apportée aux pays africains à partir de 1959/60, on peut mentionner quatre prêts approuvés en 1959/60, mais dont le montant n'avait pas encore été versé à la fin de l'année et qui, par conséquent, ne figurent pas dans le tableau 8; le montant de ces prêts s'élève à 6 millions de livres environ. En outre, les prêts approuvés au cours des sept mois se terminant le 31 octobre 1960 atteignent au total 22 millions de livres, de sorte que, jusqu'à maintenant une somme de 28 millions de livres a été mise à la disposition de l'Afrique pour 1960/61, sans compter les subventions et l'assistance technique dont on prévoit que le montant s'élèvera à 15 ou 20 millions de livres pour l'exercice financier en cours.

Tableau 8  
ASSISTANCE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI  
AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES  
(répartition par pays)  
en millions de livres sterling

Année se terminant le 31 mars	1957-58		1958-59		1959-60 (Estimations)	
	Subventions et assistance technique	Prêts	Subventions et assistance technique	Prêts	Subventions et assistance technique	Prêts
Afrique ... ..	19,1	3,6	16,3	4,0	18,3	15,8
Afrique du Nord..	4,6	--	3,3	--	3,5	4,0
Libye ... ..	4,4	--	3,3	--	3,3	--
Soudan ... ..	0,2	--	--	--	0,2	4,0
Autres pays et cré- dits non alloués	--	--	--	--	--	--
Union sud-africaine	1,4	0,4	1,3	0,5	1,8	2,4
Basoutoland	0,2	--	0,2	--	0,3	--
Protectorat du Betchouanaland	0,9	--	0,8	0,2	0,9	0,1
Souaziland	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5	1,8
Autres pays et cré- dits non alloués	--	--	--	--	--	0,5
Afrique orientale	7,0	2,6	6,4	1,9	6,4	7,5

Tableau 8 (suite)

en millions de livres sterling

Année se terminant le 31 mars	1957-58		1958-59		1959-60 (Estimations)	
	Subventions et assistance technique	Prêts	Subventions et assistance technique	Prêts	Subventions et assistance technique	Prêts
Territoires d'Afr.or. dépendant du Haut- Commissaire	0,5	--	0,4	--	0,5	--
Kénya ... ..	1,5	0,8	1,3	0,5	0,9	3,1
Kénya (aide exceptionnelle)	1,5	1,5	0,8	0,8	0,8	0,8
Ile Maurice ...	0,1	--	0,1	--	0,1	--
Seychelles ... ..	0,1	--	0,3	--	0,4	--
Somalie ... ..	1,3	--	1,4	--	1,1	--
Tanganyika ... ..	1,0	0,3	1,4	0,4	1,4	0,6
Ouganda ... ..	0,5	--	0,6	0,3	0,9	3,0
Zanzibar ... ..	0,1	--	0,1	--	0,1	--
Autres territoires et crédits non alloués	0,4	--	0,2	--	0,2	--
Ouest africain ...	5,3	0,2	4,7	--	5,5	1,8
Gambie ... ..	0,1	--	0,1	--	0,3	--
Ghana ... ..	0,6	--	0,1	--	0,1	--
Nigéria ... ..	3,5	0,2	3,4	--	3,1	0,2
Cameroun méridional	0,2	--	0,6	--	0,4	--
Ste-Hélène ... ..	0,1	--	0,1	--	0,2	--
Sierra Leone ...	0,7	--	0,2	--	1,2	1,6
Autres territoires et crédits non alloués	0,1	--	--	--	0,1	--
Afrique centrale...	0,8	0,4	0,7	1,6	1,1	0,1
Fédération de Rhodésie et du Nyassaland	0,3	--	0,1	0,9	0,3	--
Rhodésie du Nord	--	--	0,3	--	0,4	--
Nyassaland ... ..	0,5	0,4	0,3	0,7	0,4	0,1
Colonial Development and Welfare Funds non alloués à des pays déterminés	1,7	--	1,7	--	2,0	1,9
Subvention globale à tous les pays	50,9	12,4	48,6	37,5	56,5	61,2

Source : Assistance from the United Kingdom for Overseas Development, Cmnd. 974, Her Majesty's Stationery Office, Londres, mars 1960

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre exactement au total.

58. Le Royaume-Uni a pris part aux entretiens qui ont eu lieu avec le Gouvernement du Ghana au sujet du financement du projet d'aménagement de la Volta.

Sous certaines conditions, il a offert au Gouvernement du Ghana, pour financer le projet, un prêt de 5 millions de livres qui n'est pas compris dans les chiffres indiqués au paragraphe précédent.

59. A partir du 1er avril 1961, le Royaume-Uni versera chaque année une somme pouvant atteindre 16 millions de livres aux territoires non autonomes et aux territoires devenus indépendants après le 30 septembre 1960 qui décideront d'accepter l'offre faite par lui en octobre 1960; selon cette offre en effet, le Royaume-Uni supportera les dépenses supplémentaires que les gouvernements des divers territoires auront à assumer pour conserver ou recruter des fonctionnaires métropolitains en attendant d'avoir organisé une administration publique nationale adéquate. Les dépenses auxquelles le Gouvernement du Royaume-Uni devra subvenir comprennent notamment les indemnités spéciales et allocations pour frais d'études, une partie des pensions ou des pécules, la moitié des frais de voyage lors du congé dans les foyers et la moitié des sommes versées en cas d'accidents du travail. Si tous les gouvernements auxquels l'offre a été faite l'acceptent, l'économie totale qu'ils réaliseront sur leur budget actuel sera, la première année, de 7.250.000 livres, somme qui sera versée par le Royaume-Uni; ces dépenses, s'ajoutant aux augmentations prévues pour les éléments énumérés ci-dessus, représenteront pour le Royaume-Uni un débours s'élevant au double environ de cette somme la première année; les frais ainsi engagés pour les territoires africains seront de l'ordre de 11 millions de livres. Les sommes seront versées directement par le Royaume-Uni aux gouvernements participants et non aux fonctionnaires intéressés.

60. En 1960, à la demande des Premiers Ministres du Commonwealth, le Commonwealth Economic Consultative Council a examiné la possibilité d'une action commune du Commonwealth destinée à venir en aide aux pays africains qui en font partie (y compris les territoires non autonomes). Pour appeler l'attention sur l'aide que les pays du Commonwealth fournissent déjà, soit au titre d'accords bilatéraux, soit par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux, ainsi que pour répondre encore mieux aux besoins

qui sont immenses, ce Conseil a décidé de lancer un programme spécial d'aide aux pays africains du Commonwealth et de passer en revue chaque année les résultats obtenus. Il a également décidé qu'il fallait, là où elles n'avaient pas encore été prises, adopter des dispositions appropriées en vue de pourvoir les postes de direction et les postes de conseillers techniques spécialisés dans les pays du Commonwealth qui ont récemment accédé à l'indépendance; cette mesure s'appliquera notamment aux pays africains.

#### ETATS-UNIS

61. Les renseignements contenus dans le rapport présenté à la deuxième session<sup>1/</sup> peuvent être complétés par ceux que l'on trouve dans le rapport d'ensemble soumis au Conseil économique et social lors de sa trentième session<sup>2/</sup>. Au cours de la période de deux ans écoulée du 1er juillet 1957 au 30 juin 1959, le montant total des crédits engagés, dans le cadre du Mutual Security Programme aux fins d'assistance économique bilatérale aux pays d'Afrique, s'est élevé à 234,2 millions de dollars. Cette somme a été répartie comme suit: Ethiopie 11,3; Ghana 1,2; Libéria 8,5; Libye 40,3; Maroc 75,9; Somalie (Italienne) 3,7; Soudan 31,2; Tunisie 46,8; République arabe unie (Egypte) 2,0; autres pays et assistance régionale 13,3.

62. Sur ce montant global de 234,2 millions de dollars, les deux tiers environ (166,8 millions) ont été accordés au titre de l'assistance spéciale, le reste correspondant, en partie aux prêts approuvés du Fonds pour les prêts de développement, en partie aux dépenses afférentes à la coopération technique (26,6 millions de dollars). Au cours de la période considérée, les principaux bénéficiaires des prêts accordés par le Fonds pour les prêts de développement ont été le Soudan, la Tunisie, la Libye et le Libéria, tandis que l'Ethiopie, la Libye, le Libéria et la Tunisie - dans l'ordre d'importance de l'aide reçue - bénéficiaient de la coopération technique.

63. Si l'on tient compte des dépenses effectives, les pays d'Afrique ont reçu au cours des deux années considérées des subventions s'élevant à 97,7 millions de dollars

---

<sup>1/</sup> Document E/CN.14/23, par. 56 à 65

<sup>2/</sup> Document E/3395, par. 97 à 115

et des prêts d'une valeur de 38,6 millions de dollars, ce qui porte le montant brut en valeur monétaire de l'assistance qui leur a été fournie à 136,3 millions de dollars. Les prêts remboursés durant la même période se chiffrent à 29,9 millions de dollars, la valeur totale nette de l'assistance fournie a été de 115,4 millions de dollars. Cette somme représente 5 pour cent environ de l'assistance totale accordée par les Etats-Unis aux pays sous-développés dans le cadre bilatéral.<sup>3/</sup>

64. Les subventions ont été versées en majeure partie à la Tunisie, à la Libye, à la République arabe unie (Egypte) et à l'Ethiopie, le Maroc étant le principal bénéficiaire des prêts. Le tableau ci-après indique de façon détaillée la répartition des dépenses au cours de la période considérée:

---

<sup>3/</sup> Les chiffres afférents à l'Afrique comprennent la Région syrienne de la République arabe unie.

Tableau 9 : Montant brut des dépenses effectuées et prêts remboursés dans le cadre  
du Mutual Security Programme

(en millions de dollars)

Région et pays	Subventions	Prêts		Prêts remboursés
		Fonds pour les prêts de développement	Autres sources	
Algérie	0,1	-	-	-
Afrique orientale britannique	2,8	-	-	-
Afrique occidentale britannique	0,1	-	-	-
Ethiopie	11,0	-	-	-
Ancienne Afrique équa- toriale française	...	-	0,1	0,5
Ghana	1,2	-	-	-
Libéria	4,7	0,1	-	-
Libye	23,3	-	1,2	-
Maroc	2,9	-	33,3	3,1
Rhodésie et Nyassaland (Féd.)	-	-	-	17,3
Somalie [ital.]	2,7	-	-	-
Soudan	5,2	-	-	-
Tunisie	31,2	-	2,5	-
RAU, Egypte	11,2	-	1,4	-
Autres et pour la région	1,3	-	-	-
Total	97,7	0,1	38,5	20,9

65. Si l'on tient compte de l'assistance fournie sous forme de produits en vertu de la Loi No 480 des Etats-Unis, le montant total des subventions accordées aux pays d'Afrique au cours des deux années considérées s'est élevé à 142,8 millions de dollars, et celui des prêts à 54,8 millions de dollars, soit, pour l'ensemble de l'assistance fournie, un montant brut de 197,6 millions de dollars. Les prêts remboursés s'étant chiffrés à 28,9 millions de dollars, la valeur nette de l'assistance a donc été de 168,7 millions de dollars.<sup>1/</sup>

66. Au cours de la période de deux ans écoulée du premier juillet 1957 au 30 juin 1959, les décaissements de l'Export-Import Bank au titre des prêts consentis aux pays d'Afrique ont atteint 16,4 millions de dollars; le Libéria et l'Ethiopie en ont été les principaux bénéficiaires. Les remboursements d'anciens prêts de cette Banque ayant atteint 4,3 millions de dollars, la valeur nette de l'assistance fournie par l'Export-Import Bank aux pays d'Afrique a été de 12,1 millions de dollars. Les nouveaux prêts que l'Export-Import Bank a été autorisée à consentir aux pays africains au cours de la période de deux ans considérée se sont élevés à 11,5 millions de dollars, en faveur principalement du Libéria et de la République arabe unie, l'Ethiopie recevant une somme plus limitée.

67. Les transferts de produits autorisés en vertu de la Loi No 480 des Etats-Unis ont revêtu une grande importance dans le cadre du programme d'assistance bilatérale aux pays africains. Les accords de vente passés en vertu du Titre premier de la Loi, qui prévoit des ventes contre monnaie locale, ont porté, au cours des deux années se terminant en juin 1959, sur un montant de 48,3 millions de dollars, toutes ces transactions intéressaient la République arabe unie. Pour les transferts relevant du Titre II, qui vise les cas de famine ou autres besoins urgents et extraordinaires, les crédits ouverts se sont élevés à 29,2 millions de dollars et les dépenses effectives à 23,9 millions de dollars. Plus de la moitié de l'assistance accordée en vertu du Titre II était destinée à la Tunisie et la plus grande partie du reste au Maroc; l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée et la Libye ont bénéficié de quantités moins importantes. L'assistance fournie aux pays africains dans le cadre du Titre II de la Loi No 480 a représenté plus du quart de toutes les dépenses effectuées à ce titre en faveur des régions sous-développées. En vertu du Titre III de la Loi No 480, qui prévoit des

---

<sup>1/</sup> Les chiffres afférents à l'Afrique comprennent la Région syrienne de la République arabe unie.

dons de produits agricoles par l'intermédiaire d'institutions et d'organisations privées, des marchandises d'une valeur totale de 14,5 millions de dollars ont été envoyées à des pays africains au cours de la période de deux ans se terminant en juin 1959; la moitié était destinée à la République arabe unie, le quart au Maroc; la Libye a reçu une quantité assez importante, l'Algérie, l'Afrique orientale britannique, l'Ethiopie et la Tunisie des quantités moindres.



68. Il est maintenant possible de compléter les données concernant les exercices 1957/59 par les chiffres de l'exercice financier s'étendant du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960. Le tableau ci-après indique l'assistance que les Etats-Unis ont accordée aux pays d'Afrique sur le plan bilatéral au cours de cette dernière période.

69. D'autre part, les Etats-Unis ont lancé en 1960 un Programme spécial pour l'Afrique tropicale, avec un crédit initial de 20 millions de dollars, au titre de l'assistance spéciale. La plus grande partie de ces fonds sera consacrée à accélérer la formation d'Africains aux tâches administratives et techniques essentielles et à financer cette formation dans des domaines tels que la vulgarisation agricole, le développement communautaire et la santé publique. On se propose également, dans le cadre de ce programme, de donner un appui financier aux établissements de formation technique existants, d'encourager les pays africains à développer leurs échanges d'étudiants et à résoudre sur le plan régional les problèmes communs que pose le développement économique. L'assistance prévue sera fournie sous forme de subventions et sera accordée en fonction de chaque projet examiné, sans qu'une limite soit fixée pour les divers pays. Tous les pays d'Afrique bénéficieront de ce programme, à l'exception du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye, de la République Arabe Unie (Egypte) et de l'Union Sud-Africaine. Ce nouveau programme vient s'ajouter aux programmes bilatéraux ordinaires de coopération technique et servira essentiellement à financer des travaux de construction, la fourniture d'équipement et d'approvisionnements ainsi que la rémunération du personnel recruté.

70. En plus de ce programme spécial, un crédit de 24,3 millions de dollars a été inscrit au budget de 1960/61 au titre des Programmes d'assistance technique à l'Afrique, ce qui représente une augmentation de 20 pour cent environ par rapport à l'exercice précédent.

71. Au cours de l'exercice 1960/61, les trois pays d'Afrique du Nord, la Libye, le Maroc et la Tunisie, bénéficieront des trois quarts de l'aide fournie au titre de l'assistance spéciale bilatérale. Une aide est également envisagée en faveur de l'Ethiopie, de la Somalie et du Soudan. Pour l'exercice financier 1960/61, le montant total de l'assistance spéciale s'élèvera à 115 millions de dollars, y compris les programmes destinés à l'Ethiopie, à la Libye, au Maroc, à la Somalie, au Soudan, à la Tunisie et à la République Arabe Unie.

- - - - -

TABLEAU 10 MONTANT TOTAL DE L'ASSISTANCE ECONOMIQUE  
ACCORDEE PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
Crédits ouverts et autres engagements  
Exercice 1960 - Tableau préliminaire  
(en millions de dollars)

	AFRIQUE	ETHIOPIE	GHANA	GUINEE	LIBERIA	LYBIE	MAROC	NIGERIA	SOMALIE	SOUDAN	TONISIE	REPUBLIQUE ARABE UNIE	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	REPUBLIQUES AFRICAINES
<u>Mutual Security Program - Total</u>	175,0	4,6	0,9	2,1	5,2	17,6	74,5	1,8	2,7	13,0	40,7	5,0	0,6	5,3
<u>International Cooperation Administration</u>	128,0	4,6	0,9	2,1	5,0	17,6	51,5	1,8	2,7	13,0	21,3	5,7	0,6	0,2
Coopération technique	23,9	4,5	0,9	2,1	2,8	2,6	0,7	1,8	1,0	3,0	2,3	1,5	0,5	0,2
Autres	104,1	0,1	-	-	2,2	15,0	50,8	-	1,7	10,0	20,0	4,2	0,1	-
Fonds de prêts pour le développement	47,0	-	-	-	0,2	-	23,0	-	-	-	10,4	0,3	-	5,1
Autres projets relevant du MSP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Programmes autres que le Mutual Security Program - Total</u>	101,6	3,1	0,1	-	5,6	15,3	6,5	-	0,4	-	12,0	53,6	-	-
<u>Loi N° 480 - Total</u>	82,9	3,1	0,1	-	-	11,3	6,5	-	0,4	-	12,0	49,5	-	-
<u>Titre I - Utilisation par pays conformément aux plans - Total</u>	42,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42,7	-	-
104 c) Défense commune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
104 d) Monnaie locale provenant d'échanges tripartites	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
104 e) Subventions pour le développement économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
104 g) Prêts aux gouvernements en titre du développement économique	42,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42,7	-	-
(Total des accords de vente)	(82,3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(82,3)	-	-
Titre II Secours d'urgence	29,4	2,9	-	-	-	10,5	3,7	-	0,4	-	11,0	-	-	-
Titre III (Institutions bénévoles)	10,8	0,2	0,1	-	-	0,8	2,8	-	-	-	7,1	6,0	-	-
Prêts à long terme de l'Export-Import Bank	14,7	-	-	-	5,6	-	-	-	-	-	-	9,1	-	-
Autres programmes économiques des Etats-Unis	4,0	-	-	-	-	4,0	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total général de l'assistance économique</b>	<b>276,6</b>	<b>7,7</b>	<b>1,0</b>	<b>2,1</b>	<b>10,8</b>	<b>32,9</b>	<b>81,0</b>	<b>1,3</b>	<b>3,1</b>	<b>13,0</b>	<b>52,7</b>	<b>64,6</b>	<b>0,6</b>	<b>5,3</b>